

COMITE PERMANENT INTER- ETATS DE LUTTE
CONTRE LA SECHERESSE DANS LE SAHEL



PERMANENT INTERSTATE COMMITTEE
FOR DROUGHT CONTROL IN THE SAHEL

Secrétariat Exécutif

Programme Majeur Politique Gestion des Ressources Naturelles

Table Ronde de partage des résultats du PCP

Rapport Général



Bobo-Dioulasso, du 06 au 09 mai 2002

TABLE RONDE REGIONALE DE PARTAGE DES RESULTATS DU PCP

RAPPORT GENERAL

Du 06 au 09 mai 2002, s'est tenue à Bobo-Dioulasso (Burkina Faso), la table ronde régionale de partage des résultats du projet de communication participative (PCP). Ont pris part à cette rencontre, les représentants des pays membres du CILSS, du Secrétariat Exécutif du CILSS, des projets et ONG et les Coordonnateurs des sites tests. (voir liste).

La cérémonie d'ouverture a été présidée par Monsieur le Haut Commissaire de la Province du Houet, représentant le Ministre de l'Environnement et de l'Eau, avec à ses côtés le Conseiller en Communication, représentant du Secrétaire Exécutif du CILSS et le Maire de la ville de Bobo-Dioulasso.

Dans son mot d'ouverture, Monsieur le Haut Commissaire a remercié le CILSS et le CRDI pour avoir choisi le Burkina Faso et particulièrement la ville de Bobo-Dioulasso pour la tenue de cette importante rencontre.

Il a notamment souligné que le facteur le plus important dans le développement et précisément dans la lutte contre la désertification est la participation des populations locales, et le PCP assure cette participation. Il a ensuite cité les résultats du projet au niveau du Burkina Faso qu'il a qualifiés de concrets et palpables.

Auparavant, le représentant du Secrétaire Exécutif du CILSS a tenu à remercier les autorités et le peuple Burkinabè pour leur hospitalité en acceptant d'accueillir cette rencontre régionale. Il a rappelé le contexte du lancement du projet qui a été conçu pour répondre aux besoins de la lutte contre la désertification, notamment la participation effective de tous les acteurs à ce combat. Il a exprimé tout l'intérêt que le CILSS attache à la démarche du projet et appelé les pays et les partenaires à soutenir le CILSS pour généraliser et valoriser ses acquis.

Dans son intervention, Monsieur le Maire a remercié les autorités gouvernementales et le CILSS pour avoir accepté la réalisation de la présente table ronde à Bobo-Dioulasso. Il a indiqué que le projet de communication participative est destiné à favoriser la participation des communautés locales dans la lutte contre la désertification pour un développement durable. Le PCP devrait-il ajouter, s'inscrit bien dans la logique de décentralisation vers les acteurs locaux.

Enfin, Monsieur le Maire a souhaité la bienvenue à tous les participants.

DEROULEMENT DES TRAVAUX

Après la cérémonie d'ouverture, le bureau de séance suivant a été mis en place :

PRESIDENT :	Madame TAMINI Pascaline (Burkina Faso)
VICE-PRESIDENT :	Monsieur Ansu CAMARA (Guinée-Bissau)
RAPPORTEUR :	Monsieur CISSE Sékou Abba (Mali)

Le projet de programme de travail soumis à cette table ronde a été adopté (voir annexe).

Les points suivants ont été examinés :

POINT 1 : D'abord présentation de la démarche du PCP

POINT 2 : Ensuite présentation de l'expérience du Tchad

POINT 3 : Présentation de l'expérience du Burkina Faso

POINT 4 : Enfin, présentation de l'état d'avancement de la mise en œuvre de la CCD en Afrique de l'Ouest et du Tchad.

1. Présentation de la démarche du PCP

Ce rapport a été présenté par le coordonnateur régional du projet. Il s'articule autour des points suivants :

- contexte du PCP ;
- objectifs ;
- démarche ;
- conditions de succès et difficultés ;
- résultats et acquis du PCP ;
- stratégie de démultiplication.

Le coordonnateur a indiqué que le projet s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la Convention des Nations-Unies sur la lutte contre la désertification –CCD-. Son objectif global est l'élaboration et l'expérimentation de stratégies de communication participative en appui à des actions locales de lutte contre la désertification.

La démarche du projet est axée sur l'utilisation participative et planifiée d'outils de communication tant traditionnels que modernes qui favorisent la participation des populations. Elle se caractérise par quatre étapes :

- Choix et monographie des sites ;
- formation/planification des activités de communication ;
- mise en œuvre des actions ;
- évaluation.

Outre la démarche du PCP, la présentation du coordonnateur a mis en relief les points critiques et de succès de ce type de projet ainsi que les difficultés rencontrées.

Il a terminé en donnant des indications sur les voies et moyens de démultiplication de la démarche dans les pays du CILSS et au niveau des autres projets et programmes travaillant dans le domaine de la lutte contre la désertification.

Quant aux résultats concrets sur les sites, ils ont fait l'objet de présentation.

2. Présentation du rapport du Tchad

Le rapport du Tchad a été présenté par le chargé du suivi du PCP dans ce pays qui a structuré sa présentation autour des points suivants :

- Conditions préalables du lancement du PCP au Tchad ;
- Formation et planification du projet ;
- Déroulement du projet par site.

Abordant les Conditions préalables, il a indiqué que les sites du PCP ont été choisis sur la base des critères suivants :

1. L'existence d'un projet en activité ou en instance de démarrage sur le site ;
2. L'accessibilité du site ;
3. L'existence de potentialités économiques, agricoles, forestières... ;
4. La présence, disponibilité et volonté des populations et partenaires ;
5. L'existence d'une menace sur les ressources naturelles.

Ce processus a impliqué l'ensemble des partenaires de la lutte contre la désertification au Tchad. Trois sites ont ainsi été retenus :

1. Zone de Bol. Pour l'appui à la participation des femmes dans l'exploitation des parcelles aménagées de la SODELAC (Société de développement du Lac Tchad)
Partenaire : SODELAC

2. Zone de Doum-Doum. Pour l'appui à la lutte contre l'ensablement des polders.
Partenaires : Projet de développement rural de Doum-Doum.

3. Zone de Linia. Appui à la lutte contre le déboisement dans la banlieue de N'Djamena précisément à Linia, avec comme mesure d'accompagnement, l'alphabétisation des femmes et la formation en crédit rural.
Partenaire : Darna (ONG tchadienne).

Pour la mise en œuvre du projet, l'accent a été mis surtout sur l'utilisation des outils de communication peu coûteux et simples à produire et sur les canaux habituels de communication des populations.

Les outils suivants ont été utilisés :

- Rencontres d'information des principaux leaders d'opinion des zones ;
- Visites de terrain pour mieux cerner les problématiques ;
- Rencontre-débats;
- Projections vidéo
- Etc.

En terme de résultats, le PCP a permis :

- aux femmes de Bol de s'organiser en groupements (92) et de participer à l'exploitation des parcelles aménagées de la Société de développement du lac (SODELAC)
- aux paysans de Doum-Doum de prendre conscience du phénomène d'ensablement des Ouadis et Polders et d'entreprendre des actions de fixation. La démarche a également abouti à l'élaboration de règles consensuelles de protection des polders de la localité.

- Enfin, aux populations de Linia d'engager des actions de protection des ressources ligneuses des trois cantons par la production privée de plants, l'utilisation d'énergie de substitution au bois et surtout par la formation des brigades de surveillance des terroirs. Dans cette zone le PCP a aussi permis d'alphabétiser les femmes et d'assurer la formation en gestion du crédit rural.

Le chargé du suivi du PCP au Tchad a terminé sur les recommandations suivantes :

1. Renforcer les acquis méthodologiques des trois sites pour une période d'au moins 12 mois.
2. Confirmer la démarche du PCP dans de nouveaux sites (deux ou trois) pour une durée plus longue que la première phase.

3. Présentation du rapport du Burkina Faso

Le rapport du Burkina Faso a été présenté par le président du comité de pilotage du PCP qui a axé son intervention autour des points suivants :

- Le contexte du PCP ;
- La méthodologie de mise en œuvre ;
- Les principaux résultats des sites ;
- L'évaluation et les perspectives.

L'identification des sites du Projet de communication participative en appui à des actions communautaires de lutte contre la désertification au Burkina Faso s'est basée sur l'expérience du Secrétariat permanent du Conseil national pour la gestion de l'environnement (SP/CONAGESE) pour cibler ses zones d'intervention avec à l'esprit d'intervenir dans les régions moins pourvues de projets et ONG. En plus de ces considérations, 5 critères (existence d'un projet de développement ; accessibilité des lieux ; existence de potentialités agricoles ou forestières ; disponibilité et volonté des populations et partenaires ; existence de menace sur les ressources forestières) ont été retenus pour le choix des zones d'intervention. Sur la base de ces critères, les sites retenus sont les suivants :

- ✓ La zone du Béli pour la gestion concertée des ressources pastorales partagées ;
- ✓ La zone de Ouarkoye pour la gestion participative des feux de brousse ;
- ✓ La zone de Padéma pour la gestion participative des berges du fleuve Mouhoun ;
- ✓ La zone de Toumousséni pour la gestion participative de la forêt de Toumousséni.

Le projet a été mis en œuvre de janvier 2001 à février 2002 en utilisant les canaux traditionnels et modernes de communication.

Les principaux outils utilisés sont :

- ✓ Rencontres ou réunions ;
- ✓ Projection vidéo ;
- ✓ Marchés, mariage , baptême ;
- ✓ Formation ;
- ✓ Causerie débats ;
- ✓ Théâtre forum ;
- ✓ Émissions radio locale ;
- ✓ Etc.

Ainsi, le projet a permis :

Dans la zone du Béli , de mettre en place un cadre de concertation regroupant les 8 villages de sa zone d'intervention. Cela a permis de jeter les bases pour une gestion concertée des ressources pastorales partagées du Béli.

Pour le site de Ouarkoye, de mieux organiser les paysans dans la gestion des feux de brousse. Ainsi des comités villageois de gestion de feux ont été mis en place dans 23 villages. Et chacun des membres de ces comités a reçu une formation en techniques de gestion des feux.

Dans le département de Padéma, l'action du PCP a permis de prendre la décision de végétaliser les bergers par la réalisation de pépinière, la plantation d'arbres utilitaires et l'ouverture de couloir d'accès pour le bétail.

Sur le site de Toumousséni le projet est parvenu à :

- ✓ rétablir la confiance entre villageois et entre villageois et services techniques pour la gestion de la forêt ;
- ✓ organiser les exploitants en groupements et en union de groupements ;
- ✓ organiser les commerçants de bois de la ville de Banfora pour l'enlèvement du bois ;
- ✓ créer un consensus autour du prix du bois ;
- ✓ créer un cadre de rencontre exploitants/commerçants ;
- ✓ organiser les femmes pour l'apiculture et le ramassage des fruits de la forêt.

Avec seulement quelques mois d'activités, les recettes générées par l'exploitation du bois, s'élèvent à plus de 800.000 Francs pour les villages riverains.

En terme d'évaluation, le président du comité de pilotage a estimé que sur le terrain et sur la base des rapports faits par le comité de Pilotage, **l'expérience du PCP est concluante.**

Il a terminé sa présentation en recommandant

Au CILSS :

- la flexibilité de financement ;
- l'extension des zones d'intervention du PCP ;
- la valorisation des acquis du PCP (vidéo, K7, audio) ;
- la consolidation des acquis (renforcer les formations des animateurs) ;
- la vulgarisation de l'approche du PCP.

A l'endroit des structures qui ont en charge la gestion de l'environnement :

- d'étendre cette expérience à d'autres sites en jonction avec les plans locaux de développement (PLD) prévus dans le cadre de la mise en œuvre du Programme d'Action National de Lutte Contre la Désertification (PAN/LCD).

4. Etat d'avancement de la mise en œuvre de la CCD en Afrique de l'Ouest et du Tchad

Abordant ce point, la présentation a porté sur le document de référence du PASR qui fait état de sa formulation et de sa mise en œuvre dans les pays de la sous-région.

Ce document de référence fixe huit domaines prioritaires avec huit groupes thématiques et précise la composition des groupes, des chefs de file, les rôles et responsabilités.

Dans le cadre de la mise du PASR, les pays de la sous-région sont confrontés à plusieurs contraintes qui sont d'ordres technique, politique et financier. Toutefois, il existe des opportunités et perspectives par rapport aux synergies des conventions et à la mobilisation des ressources dans le cadre de la mise en œuvre de la CCD.

Aux termes de ces présentations, deux (2) groupes de travail ont été constitués :

GROUPE 1 : Validation de la démarche du PCP (voir rapport du groupe en annexe)

GROUPE 2 : Proposition pour la vulgarisation de la démarche (voir rapport du groupe en annexe).

Les participants à la table ronde, après avoir passé en revue les expériences des différents sites tests au Burkina Faso et au Tchad se sont réjouis des résultats obtenus par la recherche-action sur la communication participative :

1. La conscientisation des populations et le changement des mentalités face au phénomène de la désertification ;
2. L'identification d'outils de communication adapté et peu coûteux ;
3. Le renforcement des associations de lutte contre la désertification ;
4. La mise à contribution des différents acteurs dans un cadre de complémentarité ;
5. L'identification des contraintes spécifiques aux sites et des solutions concertées ;
6. La contribution au développement économique et social de la localité et donc du pays ;
7. L'expérimentation positive de l'approche participative quel qu'en soient les spécificités des sites ;
8. La valorisation du savoir faire des populations ;
9. Le développement de la solidarité inter communautaire ;
10. L'appropriation du projet par les populations bénéficiaires.

Tous ces résultats ont été atteints grâce à l'utilisation efficiente de certains outils de communication (traditionnels comme modernes).

Les participants ont salué les innovations et la créativité des acteurs locaux dans le domaine (voir rapport des pays).

La rencontre a relevé d'autre part l'importance d'un certain nombre de facteurs pour la réussite des expériences dans les pays tels que :

- ✓ L'existence d'un projet en activité ou en instance de démarrage sur le site ;
- ✓ L'accessibilité du site ;
- ✓ L'existence de potentialités économiques, agricoles, forestières et ou d'une menace sur les ressources naturelles ;
- ✓ La présence, la disponibilité et la volonté des populations et partenaires.
- ✓ L'élaboration d'un protocole d'accord précisant les devoirs de chaque partie prenante du PCP sur la base d'un cahier de charge par partenaire ;
- ✓ La formation et l'information des intervenants en vue de clarifier les différents intervenants sur les objectifs, la fonctionnalité et les résultats du PCP ;
- ✓ La planification et la validation des programmes d'activités.

Les participants ont identifié un certain nombre de points qui méritent une attention particulière : il, s'agit :

- Du choix des animateurs au niveau des sites ;
- De l'implication des autorités locales ;
- De la disponibilité des financements.

Compte tenu des résultats probants, la table ronde félicite le CILSS et le CRDI, et exprime la volonté des Etats à adopter et à généraliser cette expérience comme outil efficace d'appui dans la mise en œuvre des PAN/LCD.

Elle invite les Organes Nationaux de Coordination de la CCD, ancrage potentiel de la démarche du PCP à intégrer cette démarche dans l'exécution des projets.

Elle souligne d'autre part l'importance de l'implication de l'ensemble des acteurs (populations, Etats et partenaires) dans la mise en œuvre du PCP.

RECOMMANDATIONS

La table ronde recommande :

A) - A l'endroit des Etats

- 1) De réaffirmer la lutte contre la désertification comme priorité dans les plans nationaux de développement ;
- 2) D'utiliser la démarche de la communication participative pour la mise en œuvre de PAN/LCD en synergie avec les PLD ;
- 3) Adopter des mécanismes de facilitation pour une mise en œuvre participative, efficace et efficiente du PCP ;
- 4) D'être l'interlocuteur du CILSS auprès des partenaires pour la continuité du PCP dans le cadre d'un partenariat ;
- 5) De travailler à élargir la base du partenariat dans le cadre de la coopération bilatérale et multilatérale ;
- 6) De valoriser et de généraliser les acquis dans les premiers pays tests.

B) - A L'ENDROIT DU CILSS

- 1) De continuer à accompagner les Etats dans la démultiplication de la méthodologie et sa généralisation ;
- 2) D'appuyer les pays tests dans la valorisation des acquis ;
- 3) D'accompagner les Etats dans le suivi-évaluation du PCP ;
- 4) De chercher les voies et moyens de renforcer les capacités matérielles et financières des ONG pour leur permettre de mieux jouer leur rôle dans la vulgarisation de la démarche.

C) - A L'ENDROIT DES PARTENAIRES AU DEVELOPPEMENT

- 1) D'apporter un appui technique et financier pour la généralisation de la démarche du PCP au niveau des pays membres du CILSS ;
- 2) D'appuyer les pays tests financièrement et techniquement dans la valorisation des acquis ;
- 3) D'apporter plus de flexibilité dans la mise à disposition des ressources financières notamment par l'allègement des procédures de mobilisation.

Au terme des travaux, les participants ont adopté deux (2) motions de remerciements à l'endroit des autorités du peuple Burkinabè et du CRDI.

Fait à Bobo-Dioulasso, le 09 mai 2002

La Table Ronde

**MOTION DE REMERCIEMENTS
A L'ENDROIT DES AUTORITES ET DE LA POPULATION
DE BOBO-DIOULASSO**

NOUS participants à la table ronde régionale de partage des résultats du projet de communication participative tenue du 06 au 09 mai 2002 à Bobo-Dioulasso,

EXPRIMONS

Nos vifs remerciements aux autorités et à la population de Bobo-Dioulasso pour l'accueil chaleureux ainsi que toutes les facilités mises à notre disposition depuis notre arrivée dans cette ville verdoyante.

Fait à Bobo-Dioulasso, le 09 mai 2002

Les participants

**MOTION DE REMERCIEMENTS
A L'ENDROIT DE LA COOPERATION CANADIENNE ET AU CRDI**

NOUS participants à la table ronde régionale de partage des résultats du projet de communication participative tenue du 06 au 09 mai 2002 à Bobo-Dioulasso,

EXPRIMONS

Nos vifs remerciements à la Coopération Canadienne, particulièrement au CRDI pour l'appui dans la réalisation de la phase de recherche-action sur la communication participative dans la lutte contre la désertification et l'invitons à poursuivre cet appui pour la valorisation et la vulgarisation des résultats dans tous les pays membres du CILSS.

Fait à Bobo-Dioulasso, le 09 mai 2002

Les participants

ANNEXES

TABLE RONDE REGIONALE DE PARTAGE DES RESULTATS DU PCP

PROGRAMME DE TRAVAIL

LUNDI 06 MAI 2002

Matinée

09 h 00 – 09 h 30 Cérémonie d'ouverture

- ♦ *Mot de bienvenue des Autorités communales de la ville de Sya*
- ♦ *Allocution du Secrétaire Exécutif du CILSS*
- ♦ *Discours d'ouverture du Haut Commissaire de la province du Houet*

09 h 30 – 10 h 30 Présentation de la démarche du PCP - Discussions

10 h 30 – 11 h 00 *Pause-Café*

11 h 00 – 11 h 45 Présentation du rapport national du Tchad - Discussions

11 h 45 – 12 h 30 Présentation du rapport national du Burkina Faso - Discussions

12 h 30 – 15 h 00 *Pause-Déjeuner*

Après-Midi

15 h 00 – 15 h 45 Communication sur l'état des PAN des pays membres du CILSS – Discussions

15 h 45 – 17 h 30 Constitution des groupes – Questions de compréhension

17 h 30 Suspension

MARDI 07 MAI 2002

Matinée

08 h 00 – 10 h 00 Reprise des travaux en groupes

10 h 00 – 10 h 15 *Pause-Café*

10 h 15 – 12 h 30 Travaux en groupes

12 h 30 – 15 h 00 *Pause-Déjeuner*

Après-Midi

15 h 00 – 17 h 30 Travaux en groupes

17 h 30 *Suspension*

MERCREDI 08 MAI 2002

Matinée

08 h 00 – 09 h 00 Présentation des travaux du Groupe 1 – Discussions

09 h 00 – 10 h 00 Présentation des travaux du Groupe 2 – Discussions

10 h 00 – 10 h 15 ***Pause-café***

10 h 15 – 12 h 30 Préparation de la synthèse des travaux

12 h 30 – 15 h 00 ***Pause-Déjeuner***

Après-Midi

15 h 00 – 17 h 30 Préparation de la synthèse des travaux (suite)

17 h 30 ***Suspension***

JEUDI 09 MAI 2002

Matinée

09 h 00 – 11 h 00 - Présentation des résultats de la table ronde
 - Discussions

11 h 00 – 11 h 30 ***Pause-Café***

11 h 30 – 12 h 00 Cérémonie de clôture
 ♦ *Mot du CRDI*
 ♦ *Discours de clôture du Ministre de l'Environnement et de l'Eau*

16 h **Départ pour Ouagadougou**

TABLE RONDE REGIONALE DE PARTAGE DES RESULTATS DU PCP

=====

INDICATIONS POUR LES TRAVAUX DE GROUPES

CONTEXTE

Par convention signée en février 1998, le CILSS et le CRDI ont formalisé l'idée de mettre en œuvre un projet de communication participative au Sahel.

Le projet s'inscrit dans le cadre de la lutte contre la désertification. L'idée a germé alors que la plupart des pays sahéliens s'attelaient à la mise en œuvre de la Convention des Nations-Unies sur la lutte contre la désertification –CCD-. Cette convention exigeait, notamment dans l'élaboration des Programmes d'action nationaux, une démarche participative et le développement de partenariats avec tous les acteurs de la lutte contre le phénomène, en particulier avec les premiers concernés c'est à dire les populations rurales. Or il s'est avéré que la plupart des stratégies de communication utilisées mettaient plus l'accent sur l'information que sur la participation. C'est pour pallier cette lacune que les CILSS et le Centre de recherche pour le développement international, ont décidé de tester une méthodologie de communication qui favorisera la participation des populations à la lutte contre la désertification.

Le Tchad et le Burkina Faso ont été les premiers pays à tester la méthodologie, une recherche-action basée sur les phases suivantes :

1. une phase de formation/planification,
2. une phase d'expérimentation et
3. une phase d'évaluation.

La recherche-action est soutenue par un processus d'encadrement et de formation visant à renforcer les compétences des partenaires responsables de la recherche.

L'expérimentation a commencé depuis le début de l'année 2000, avec pour objectif final de mettre les résultats à la disposition des Organismes nationaux de coordination de la CCD, des stratégies de communication participative pour la mise en œuvre de leur Programmes Nationaux de lutte contre la désertification. Les résultats obtenus au Tchad et au Burkina Faso ont été jugés satisfaisants. C'est pourquoi le CILSS organise une table ronde régionale du 6 au 9 mai 2002 au Burkina Faso pour :

1. partager et valider la démarche adoptée au cours du projet ;
2. faire des propositions de vulgarisation de la démarche auprès des pays membres et auprès des organismes de développement pour la mise en œuvre des actions de LCD (notamment la mise en œuvre des PAN).

⇒Tâche des groupes

1. Valider la démarche adoptée au cours du projet

Le groupe aura à analyser et critiquer :

- ✓ la démarche du projet (analyse des différentes étapes),
- ✓ les outils de communication utilisés,
- ✓ les résultats obtenus.

Il proposera à la plénière un rapport d'appréciation de la démarche du PCP.

⇒ **Documents de base :**

- extrait de la démarche du PCP (*in Rapport général du PCP* ; page 10 à 31).
- rapports nationaux du Tchad et du Burkina Faso.

2. faire des propositions de vulgarisation de la démarche auprès des pays membres et auprès des organismes de développement pour la mise en œuvre des actions de LCD (notamment la mise en œuvre des PAN).

Le groupe aura à indiquer la voie la meilleure pour mettre la démarche du PCP à la disposition des pays.

Il aura notamment à définir :

- les conditions de mise à la disposition des ONC/CCD (et des autres intervenants dans la LCD) de la démarche
- les conditions de participation des pays
- la participation attendue des partenaires du CILSS
- des recommandations à l'endroit des Etats et du CILSS pour une mise en œuvre diligente des propositions.

Il aura à présenter à la plénière un rapport du groupe.

⇒ **Document indicatif :**

- note de présentation du PCP: (page 4)

TABLE RONDE REGIONALE DE PARTAGE DES RESULTATS DU PCP

=====

COMPTE RENDU DU GROUPE 1

RAPPORT D'APPRECIATION DE LA DEMARCHE DU PROJET DE COMMUNICATION PARTICIPATIVE ☐

Le groupe de travail N°1 s'est réuni le mardi 7 mai 2002 pour valider la démarche adoptée au cours du projet PCP.

Conformément à son mandat, il avait à examiner et apprécier les éléments suivants :

- ✓ L'analyse des différentes étapes ;
- ✓ Les outils de communication utilisés ;
- ✓ Les résultats obtenus.



A l'ouverture de la séance, un bureau de travail a été constitué. Ce bureau comprend :

PRESIDENT	: Monsieur Abdoulaye DIOP (Sénégal)
1^{er} RAPPORTEUR	: Mme Delphine OUEDRAOGO (Burkina Faso)
2^{ème} RAPPORTEUR	: Monsieur TOURAD Ould Moukhyar (Mauritanie)

La liste des membres du groupe est jointe en annexe.

Le groupe après avoir exploité l'ensemble des documents disponibles a jugé utile de féliciter le CILSS et les pays ayant expérimenté le PCP pour les efforts importants qu'ils ont eu à mettre en œuvre pour aboutir aux résultats mis à la disposition des participants au cours de la présente table ronde.

Par rapport à l'analyse des différentes étapes du PCP, le groupe a identifié trois phases :

1^{ERE} PHASE PREPARATOIRE

1) L'identification et le choix des sites

A ce niveau, le groupe a jugé que les critères de sélections peuvent être laissés à l'appréciation des maîtres d'œuvre du PCP. Toutefois, le groupe propose les critères suivants :

- ✓ Existence d'un partenaire (projet, institutions, ONG, etc..) en activité ou en instance de démarrage sur le site ;
- ✓ Accessibilité du site ;
- ✓ Existence de potentialités économiques agricole, forestières et ou d'une menace sur les ressources naturelles ;

- ✓ Présence, disponibilité et volonté des populations et partenaires.
- 2) Elaboration d'un protocole d'accord précisant les devoirs de chaque partie prenante du PCP sur la base d'un cahier de charge par partenaire ;
- 3) Formation et information des intervenants en vue de clarifier les différents intervenants sur les objectifs, la fonctionnalité et les résultats attendus du PCP ;
- 4) Planification et validation des programmes d'activités.

2EME PHASE – EXECUTION DU PCP

Elle porte sur la mise en œuvre des activités du PCP et de ses structures techniques de supervision. Cette phase devra prendre en compte les exigences de chaque partenaire en particulier celles liées à l'exécution et à la coordination des activités de terrain. La lourdeur des procédures de gestion et de déblocage des fonds constitue une contrainte pouvant limiter considérablement l'exécution du PCP.

3EME PHASE – SUIVI ET EVALUATION

L'existence d'une référence de départ doit constituer un élément important pour l'appréciation des interventions du PCP. Le suivi évaluation viendra conforter l'appréciation des acteurs sinon la critiquer. Il constitue à ce titre un élément fondamental pour la bonne conduite du PCP. Cette phase concerne deux processus (interne et externe).

- Processus interne à exécuter par chaque intervenant :
 - niveau local : (représentant des intervenants sur place)
 - niveau régional : (comité de pilotage régional)
 - niveau central : (comité de pilotage national)
- Processus externe à exécuter par une personne ou une structure spécialisée mais non impliquées dans la gestion du PCP.

II – LES OUTILS DE COMMUNICATIONS UTILISES

Les outils de communication utilisés répondent bien aux préoccupations des acteurs notamment au niveau de la sensibilisation des publics cibles. Il sont de différents ordres.

Sur la base des outils utilisés dans les pays tests et sans être exhaustif, le groupe a listé les outils suivants :

Outils modernes

- ✓ affiches photo
- ✓ supports audiovisuels
- ✓ projection de film
- ✓ livrets
- ✓ séances vidéo
- ✓ saynètes
- ✓ théâtre-forum
- ✓ émissions radio
- ✓ documentaires éducatifs vidéo dans les principales langues du pays
- ✓ clip vidéo
- ✓ vidéo-miroir
- ✓ vidéo cassettes

Outils traditionnels

- ✓ rencontre/débats
- ✓ visite
- ✓ écoute collective de cassettes
- ✓ information et formation
- ✓ visite de paysans leaders
- ✓ discours
- ✓ contacts interpersonnels
- ✓ voyages d'étude
- ✓ manifestations populaires (mariages, baptêmes,...)
- ✓ réunions
- ✓ publicité
- ✓ chansonnier
- ✓ démonstration (ex. foyers améliorés)
- ✓ griots locaux

III – RESULTATS

En ce qui concerne les résultats, le groupe a constaté que malgré la modicité des moyens et la diversité des contextes, la démarche a permis d'obtenir des résultats probants au titre desquels on peut citer :

- 1) face au phénomène de la désertification, les populations (femmes, hommes, jeunes, etc...) sont conscientisées et les mentalités ont changés ;
- 2) les capacités opérationnelles sont identifiées et adaptées aux conditions locales et à moindre coût ;
- 3) les associations de lutte contre la désertification sont renforcées ;
- 4) les différents acteurs dans un cadre de complémentarité sont mobilisés ;
- 5) les contraintes spécifiques aux sites sont identifiées et des solutions concertées sont trouvées ;
- 6) le PCP a contribué au développement économique et social de la localité et donc du pays ;
- 7) l'approche participative quelle qu'en soient les spécificités des sites est expérimentée positivement ;
- 8) les savoirs et savoir faire des populations sont valorisés ;
- 9) une solidarité inter communautaire est instituée et développée ;
- 10) les populations bénéficiaires se sont appropriées la démarche et les acquis du projet.

IV - RECOMMANDATIONS

Au regard des résultats atteints, le groupe recommande de :

- ✓ réalisés des ateliers de restitution des acquis du PCP dans chaque pays du CILSS.
- ✓ diffuser les expériences du PCP à travers tous les canaux disponibles par pays (CD, cassettes vidéo, émission documentaires, etc..)

MEMBRES GROUPE 1

TORODO Boubacar (PGRN-SY, Burkina Faso)

OUATTARA Yacouba (Burkina Faso)

ZONGO Anatole Thierry (Burkina Faso)

OUEDRAOGO Bernadette Delphine (Burkina Faso)

YAMEOGO Yamba (Burkina Faso)

SEYNOU Oumarou (Burkina Faso)

BADARA Loum (Gambie)

DIOP Abdoulaye (Sénégal)

CHEICK M. Thiam (Mali)

OUSMANE Chimi (Tchad)

TOURAD Ould Moukhyar (Mauritanie)



TABLE RONDE REGIONALE DE PARTAGE DES RESULTATS DU PCP

=====

COMPTE RENDU DES TRAVAUX DU GROUPE 2

Le groupe 2 s'est réuni le mardi 7 Mai 2002 sur le thème suivant :

THEME : Faire des propositions de vulgarisation de la démarche auprès des pays membres et auprès des organismes de développement pour la mise en œuvre des actions de LCD (notamment la mise en œuvre des PAN)

Les membres du groupe ont d'abord procédé à la mise en place d'un bureau de séance composé comme suit :



PRESIDENT	: Mme Gogo Ndiaye MACINA (Sénégal)
1^{ER} RAPPORTEUR	: Monsieur DIAKITE Bamody (Mauritanie)
2^È RAPPORTEUR	: Monsieur Louis TRAORE (Burkina Faso)

La liste des membres du groupe est jointe en annexe.

Après la mise en place du bureau, les participants ont examiné et adopté les termes de références du groupe de travail comme tel en ajoutant au point 4, des recommandations à l'endroit des partenaires au développement. Les débats se sont ensuite focalisés suivant la chronologie des points indiqués dans les termes de références.

1 – SUR LES CONDITIONS DE MISE A DISPOSITION DES ONC/CCD ET DES AUTRES INTERVENANTS DANS LCD DE LA DEMARCHE

Les membres du groupe ont retenu ce qui suit :

Compte tenu des résultats positifs enregistrés dans les deux pays tests, les membres du groupe expriment la volonté des pays pour adopter l'approche PCP. Par ailleurs ils affirment que l'ONC/CCD doit être le point d'encrage dans la mesure ou la communication participative doit aider à la mise en œuvre des PAN dans les pays.

2 – DES CONDITIONS DE PARTICIPATION DES PAYS

Sur ce point, les participants ont retenu que les pays membres s'engagent à s'approprier la méthodologie en utilisant et valorisant les canaux de communication modernes et traditionnels en rapport avec les situations spécifiques locales et nationales.

3 – DE LA PARTICIPATION ATTENDU DES PARTENAIRES DU CILSS

le groupe a retenu les points suivants :

- ✓ Production des outils de communication
- ✓ Formation des acteurs
- ✓ Suivi-évaluation
- ✓ Expertise
- ✓ Renforcement des ONC/CCD en moyens matériels, techniques et humains.

4 – DES RECOMMANDATIONS A L'ENDROIT DES ETATS, DU CILSS ET DES PARTENAIRES AU DEVELOPPEMENT

A) A l'endroit des Etats

- 7) Réaffirmer la lutte contre la désertification comme priorité dans les plans nationaux de développement ;
- 8) Utiliser la démarche de la communication participative pour la mise en œuvre de PAN/LCD en synergie avec les PLD ;
- 9) Adopter des mécanismes de facilitation pour une mise en œuvre participative, efficace et efficientes du PCP ;
- 10) Inviter les Etats d'être l'interlocuteur du CILSS auprès des partenaires pour la continuité du PCP dans le cadre d'un partenariat ;
- 11) Inviter les Etats de travailler à élargir la base du partenariat dans le cadre de la coopération bilatérale et multilatérale ;
- 12) Compte tenu des résultats enregistrés, le groupe recommande aux Etats de valoriser et de généraliser les acquis dans les premiers pays tests.

B) A L'ENDROIT DU CILSS

- 5) Continuer à accompagner les Etats dans la démultiplication de la méthodologie et sa généralisation ;
- 6) Appuyer les pays tests dans la valorisation des acquis ;
- 7) Accompanyer les Etats dans le suivi-évaluation du PCP ;
- 8) Chercher les voies et moyens de renforcer les capacités matérielles et financières des ONC/CCD pour leur permettre de mieux jouer leur rôle dans la vulgarisation de la démarche.

C) A L'ENDROIT DES PARTENAIRES AU DEVELOPPEMENT

Le groupe a retenu les recommandations suivantes :

- 4) Apporter un appui technique et financier pour la généralisation de la démarche du PCP au niveau des pays membres du CILSS ;
- 5) Appuyer les pays tests financièrement et techniquement dans la valorisation des acquis ;
- 6) Apporter plus de flexibilité dans la mise à disposition des ressources financières notamment par l'allègement des procédures de mobilisations.

LISTE DES MEMBRES DU GROUPE 2

Numéro d'ordre	Noms et prénoms	Pays d'origine/Institutions
1	BEREOUDOUGOU Honoré	Burkina Faso
2	GOLANE Pierre	Burkina Faso
3	TRAORE Louis	Burkina Faso
4	OUEDRAOGO Moumini	Burkina Faso
5	MAIBE Komandjé	Tchad
6	JATO Sillah	Gambie
7	CAMARA Ansu	Guinée Bisau
8	CISSE Sékou Abba	Mali
9	MACINA Gogo Banel	Sénégal
10	ROCHA Charles Yvon	CILSS
11	DIAKITE Bamody	Mauritanie
12	BELLAL Ould Medellah	CILSS
13	TAMINI Pascaline	Burkina Faso

TABLE RONDE REGIONALE DE PARTAGE DES RESULTATS DU PCP

MOT DE BIENVENUE DE MONSIEUR LE MAIRE DE LA VILLE DE SYA A L'OUVERTURE



**Monsieur le Haut Commissaire représentant Monsieur le Ministre de l'environnement et de l'eau ;
Monsieur le représentant du Secrétaire Exécutif du CILSS
Mesdames et Messieurs les représentants des Organisations Internationales et des Agences de Coopération,
Mesdames et Messieurs les Directeurs et Chefs de Services nationaux et provinciaux,
Mesdames et Messieurs les participants à l'atelier,
Mesdames et Messieurs,**

Je suis particulièrement heureux que la ville de Bobo-Dioulasso, aie été choisie pour abriter la table ronde de partage des résultats du projet de communication participative du CILSS. C'est l'occasion pour moi de témoigner toute ma gratitude aux responsables des Ministères de l'Agriculture ainsi que de l'Environnement et de l'Eau et au CILSS pour ce choix qui honore notre ville et particulièrement ses populations laborieuses.

Car c'est bien de populations qu'il s'agit dans ce projet dont la ville de Sya a abrité le lancement, en ce qui concerne le Burkina Faso, en mai 2000. En effet le projet de communication participative est destiné à favoriser la participation des communautés locales dans la lutte contre la désertification et pour le développement durable et je ne vous apprends rien en vous disant que la commune de Sya tout comme l'ensemble des autres provinces du Burkina Faso, assiste ces deux dernières décennies à une forte dégradation de ses ressources naturelles, une situation qui compromet chaque jour le développement dans la région. Des efforts sont certes entrepris pour inverser la tendance, mais ils ont continuellement besoin d'être renforcés et soutenus par des stratégies qui font de plus en plus appel à la responsabilisation des populations elles-mêmes.

C'est en ce sens que ce projet de communication participative a fait ses preuves d'autant plus qu'il s'intègre parfaitement dans la logique de décentralisation et de responsabilisation des acteurs locaux en cours dans notre pays.

Nous avons suivi l'exécution de ce projet dans notre région et je dois dire que je suis parfaitement satisfait aujourd'hui de ses résultats.

Aux participants venus des neuf pays du CILSS et du Burkina Faso, je vous souhaite un bon séjour dans la ville de Sya et je vous réitère toute ma disponibilité à faciliter le temps qu'ils passeront dans la capitale du Houet.

Je vous remercie.

TABLE RONDE REGIONALE DE PARTAGE DES RESULTATS DU PCP

=====

DISCOURS DU REPRESENTANT DU SECRETAIRE EXECUTIF DU CILSS A L'OUVERTURE



Monsieur le Haut Commissaire de la province du Houet
Monsieur le maire de la Commune de Sya,
Mesdames et Messieurs les représentants des Organisations Internationales et des
Agences de Coopération,
Mesdames et Messieurs les Directeurs et Chefs de Services nationaux et provinciaux,
Mesdames et Messieurs les participants à l'atelier,
Mesdames et Messieurs,

C'est pour moi un honneur de prendre la parole au nom de Monsieur Musa MBENGA, Secrétaire exécutif du CILSS qui aurait tant souhaité être ici parmi nous ; car il suit de près ce projet qui a pris une place de choix parmi les activités et acquis de notre Institution.

Et par la qualité et le nombre des participants ici présents, je suis rassuré que nous avons les mêmes appréciations de ce projet.

J'aimerais aussi remercier, en votre nom à tous, les autorités et le peuple Burkinabè pour l'hospitalité chaleureuse qu'ils offrent au CILSS depuis sa création et dont la Ville de SYA nous offre aujourd'hui l'illustration.

Mesdames, Messieurs,

En Lançant cette recherche-action en communication il y a trois an, le CILSS répondait à un besoin dicté par le contexte de la lutte contre la désertification dans les pays du Sahel. En effet les pays africain étaient entrain de mettre en œuvre la convention internationale de lutte contre la désertification, une convention qui exigeait des Etats, la participation effective de tous les acteurs dans toutes les actions.

C'est justement pour favoriser cette participation que le CILSS a expérimenté au Tchad et au Burkina Faso, des stratégies de communication pour appuyer les communautés dans leur lutte contre le phénomène de la désertification.

Aujourd'hui, nous présentons les fruits de cette recherche à votre appréciation en espérant les partager avec vous.

Car le CILSS place beaucoup d'espoir en la démarche adoptée au cours du projet persuadé que c'est une des voies sûres pour parvenir à garantir la participation des populations, à la lutte contre la désertification et assurer ainsi des succès durables dans le combat.

Je rappelle qu'à la date d'aujourd'hui, la plupart des pays du CILSS et de l'Afrique de l'Ouest ont élaboré leurs programmes d'action national de lutte contre la désertification, instrument de mise en œuvre de la Convention des Nations-unies contre la désertification. Ces PAN ont besoin d'outils qui permettent leur mise en œuvre efficiente. C'est dans cette vision que la démarche du PCP est intéressante en ce sens que le CILSS pourra mettre à la disposition des pays, un cheminement en terme de communication, pour permettre d'améliorer la participation des populations à la lutte contre la désertification au niveau local.

C'est en cela que votre contribution est attendue en terme de critique et de perfectionnement de la méthodologie proposée.

Mesdames, Messieurs,

Le CILSS ne peut s'engager seul dans cette importante entreprise. Il a besoin de l'appui des pays membres dont vous êtes ici les représentants et également de ses partenaires de coopération. En ce domaine, il bénéficie déjà de l'assurance du Centre de recherche pour le développement international – CRDI -. Mais des partenaires comme le FEM, le Secrétariat de la CCD pourraient être sollicités pour apporter un appui complémentaire.

En attendant je reste persuadé que les trois jours de travaux nous permettront non seulement de valider la démarche de communication participative du CILSS, mais aussi de faire des propositions participatives pour une suite du PCP.

Avant de terminer, j'aimerais renouveler aux nom du Secrétaire Exécutif du CILSS nos remerciements au Burkina Faso pour l'appui constant qu'il continue d'apporter au CILSS.

Je vous remercie.

TABLE RONDE REGIONALE DE PARTAGE DES RESULTATS DU PCP

=====

DISCOURS D'OUVERTURE DE MONSIEUR LE HAUT COMMISSAIRE DU HOUET



Monsieur le Représentant du Secrétaire exécutif du CILSS
Monsieur le maire de la Commune de Sya,
Monsieur le Commandant de la 2è Région Militaire,
Mesdames et Messieurs les représentants des Organisations Internationales et des
Agences de Coopération,
Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement des Eaux et Forêts des Haut
Bassin,
Mesdames et Messieurs les Directeurs et Chefs de Services nationaux et provinciaux,
Mesdames et Messieurs les participants à l'atelier
Mesdames et Messieurs,

C'est pour moi un grand plaisir de prendre la parole à l'occasion de cette cérémonie officielle d'ouverture des travaux de la table ronde de partage des résultats du projet de communication participative en appui à des actions communautaires de lutte contre la désertification au Sahel.

Je voudrais tout d'abord exprimer ma profonde gratitude aux responsables du CILSS pour avoir choisi le Burkina Faso et plus particulièrement la ville de Bobo-Dioulasso pour la tenue de cette importante rencontre. Ma gratitude va également au Centre de Recherche pour le développement international, CRDI a qui accepté d'appuyer le CILSS dans cette recherche-action destinée en premier lieu à la promotion du développement local.

Mesdames et Messieurs,

Il apparaît aujourd'hui que le facteur le plus important dans le développement et précisément dans la lutte contre la désertification est celui de la participation des populations locales aux actions concrètes menées sur le terrain et à la prise de décision concernant le choix et la mise en œuvre de ces actions.

Dans les pays du Sahel, des efforts ont certes été faits pour faciliter cette participation, mais il est plus que important de rechercher les stratégies les plus efficaces dans ce domaine. C'est pourquoi, la ville de Sya accueillait, il y a deux ans presque jour pour jour, la cérémonie de lancement du projet de communication participative du CILSS au Burkina Faso. Ce projet se voulait être une recherche-action sur les stratégies à utiliser pour permettre aux populations de participer réellement à l'identification et à la résolution des problèmes de développement qui sont les leurs.

Après deux ans de mise en œuvre au Tchad et au Burkina Faso, le projet de communication participative a livré ses résultats qui à nos yeux sont largement satisfaisants. Je m'en vais pour preuve vous citer quelques uns notamment ceux du Burkina que j'ai personnellement suivis.

Au Burkina, le projet est intervenu dans quatre sites.

Dans la zone du Béli, il a permis de mettre en place un cadre de concertation regroupant les 8 villages de sa zone d'intervention. Cela a permis de jeter les bases pour une gestion concertée des ressources partagées du Béli.

Pour le site de Ouarkoye, le projet a mis en exergue les canaux socio-traditionnels de communication; ce qui a permis une bonne participation des populations aux activités arrêtées. Cela s'est traduit par une meilleure organisation des paysans dans la gestion de la question des feux.

Ainsi des comités villageois de gestion de feux ont été mis en place dans 23 villages. Et chacun des membres de ces comités a reçu une formation en technique de gestion des feux.

Le programme du PCP à Padéma a eu pour objectif de parvenir à une gestion concertée des berges du cours d'eau du Mouhoun.

L'action du PCP a permis de prendre la décision de végétaliser les berges par la réalisation de pépinière, la plantation d'arbres utilitaires et l'ouverture de couloir d'accès pour le bétail.

Sur le site de Toumousséni les animateurs sont parvenu à :

- ✓ rétablir la confiance entre villageois et entre villageois et services techniques pour la gestion de la forêt ;
- ✓ organiser les exploitants en groupements et en union de groupements
- ✓ organiser les commerçants de bois de la ville de Banfora pour l'enlèvement du bois
- ✓ créer un consensus autour du prix du bois
- ✓ créer un cadre de rencontre exploitants/commerçants
- ✓ organiser les femmes pour l'apiculture et le ramassage des fruits de la forêt

Avec seulement quelques mois d'activités, les recettes générées par l'exploitation du bois, s'élèvent à plus de 800.000 Francs pour les villages riverains.

N'est ce pas là des résultats concrets et palpables dans la lutte contre la désertification ? et je ne doute pas que les mêmes performances aient été atteintes au Tchad ! Des performances qui viennent à point nommé car les pays du CILSS sont entrain d'élaborer les outils de mise en œuvre de leurs Programme d'action National de lutte contre la Désertification et une démarche comme celle du PCP devrait permettre d'améliorer leur mise en œuvre.

Mesdames et Messieurs,

Ce sont les résultats que je viens de citer et surtout la démarche pour y parvenir que vous aurez à examiner pendant trois jours afin de faire des propositions concrètes aux responsables et aux partenaires du CILSS.

Vous aurez plus précisément à analyser, critiquer et faire des propositions sur :

- ✓ la démarche du projet,
- ✓ les outils de communication utilisés,
- ✓ la participation des populations,
- ✓ les résultats obtenus.

Vous aurez aussi et surtout à dégager les grandes lignes pour une démultiplication de la démarche du projet dans l'ensemble des pays du CILSS.

Mesdames, Messieurs,

La table ronde dont nous ouvrons les travaux ce matin, est de grande importance pour mon pays et les pays du CILSS. Je suis donc persuadé que de vos travaux sortiront des propositions pertinentes pour l'intégration de la démarche du PCP dans la mise en œuvre de nos Programmes d'action nationaux de lutte contre la désertification.

Je voudrais pour terminer , exprimer mes vœux de succès dans vos travaux et remercier le CRDI sans qui cette recherche-action n'aurait pu aboutir.

Sur ce, je déclare ouverts, les travaux de la table-ronde régionale de validation des résultats du projet de communication participative.

Je vous remercie

TABLE RONDE REGIONALE DE PARTAGE DES RESULTATS DU PCP

=====

DISCOURS DE MONSIEUR LE SECRETAIRE EXECUTIF DU CILSS A LA CLOTURE



**Excellence Monsieur le Ministre de l'Environnement et de l'Eau,
Monsieur le représentant du CRDI,
Monsieur le Haut Commissaire,
Monsieur le Maire,
Mesdames et Messieurs,**

Permettez-moi tout d'abord d'exprimer en votre nom à tous, mes remerciements aux autorités et au peuple burkinabé pour l'hospitalité toute sahélienne qu'il offre au CILSS et dont la ville de Sya nous offre aujourd'hui une illustration évidente.

Excellence, Mesdames, Messieurs,

Comme vous le savez, la Convention Internationale de Lutte contre la Désertification est le fruit des efforts des pays africains notamment sahéliens. C'est pourquoi, nous sommes en Afrique de l'Ouest, à l'avant garde dans sa mise en œuvre.

La Convention fait de la participation des populations un principe fondamental d'action aussi bien dans la formulation que dans la mise en œuvre des PAN.

Il était donc naturel qu'au moment où la plupart des pays sahéliens s'attèlent à mettre en œuvre cette Convention que le CILSS réfléchisse aux voies et moyens les plus efficaces et les moins coûteux pour assurer cette participation.

Répondant en écho à cette préoccupation, le CRDI s'est joint au CILSS, en 1998, pour entreprendre une série d'expérimentation sous forme de recherche-action dans certains pays sahéliens. Ces recherches-actions ont été soutenues par un processus d'encadrement et de formation visant à assurer les conditions adéquates, notamment le renforcement des compétences des responsables de la recherche, pour la réussite de cette expérience.

Excellences, Mesdames, Messieurs,

L'approche adoptée par ce projet fut pragmatique, participative et concrète .

Pragmatique parce qu'elle tenait compte de la nature du milieu social et physiologique dans lequel s'exécute le projet.

Participative ; parce qu'elle formulait les activités en fonction d'un dialogue entre les acteurs.

Concrète, parce qu'elle mettait en œuvre des outils simples conçus en commun accord entre les différents acteurs et susceptibles de provoquer des effets presque immédiats.

En plus cette approche a été définis au fur et à mesure qu'elle s'exécutait dans les sites et dans les pays.

Ce caractère palpable des résultats m'a été exprimé par les femmes du site de Bol, les paysans de Doum-Doum et les populations de Linia au Tchad.

Il a été aussi ressenti par les populations du Béli qui commencent à assurer une gestion concertée de leur ressources pastorales, par celles de Ouarkoye qui ont compris comment lutter contre les feux de brousse et par les riverains du fleuve Mouhoun à Padéma au Burkina Faso.

Autant d'échos que nous avons eu et qui conforte notre conviction que la participation est une condition pour la réussite de tout projet de développement.

Excellences, Mesdames, Messieurs,

Les résultats que nous venons d'écouter et qui sont hautement appréciés par les acteurs locaux et nationaux nous permettent aujourd'hui d'affirmer que la méthode est pertinente.

Il est donc temps de la généraliser pour qu'elle puisse servir l'ensemble des pays sahéliens en accompagnant leur PAN/LCD et de valoriser ces acquis en les rendant accessibles à d'autres pays et à d'autres régions.

C'est pourquoi le CILSS a organisé cette table ronde de partage, toujours dans l'esprit de participation, pour permettre à ces pays membres de connaître et d'adopter cette approche.

Le moment est donc venu de sortir les résultats de cette recherche du cadre étroit de l'expérimentation pour les mettre au service du combat que la communauté internationale mène contre la désertification. En cela, nous faisons au Sahel œuvre de pionnier dans cette lutte.

Cela est en grande partie dû à l'appui du CRDI qui a fait confiance au CILSS et au Sahel, pour mener à bien ce projet.

C'est aussi grâce à l'abnégation d'un homme, Monsieur Guy BESSETTE, ici présent. Qu'ils en soient remerciés.

J'aimerais, ici, Excellences, Mesdames et Messieurs, lancer un appel aux autres partenaires du CILSS pour nous rejoindre sur ce terrain de la communication participative dans l'intérêt de la lutte efficace contre la désertification.

Avant de terminer, j'aimerais remercier, Son Excellence Monsieur le Ministre de l'Environnement et de l'Eau, qui, malgré toutes ses occupations, a tenu à venir partager avec nous la récolte de trois années d'efforts.

Ils nous revient à tous, Etats, CILSS, partenaires, le devoir d'aider cet arbuste à devenir un arbre couvrant de son ombre l'ensemble des pays du Sahel.

Je vous remercie.

TABLE RONDE REGIONALE DE PARTAGE DES RESULTATS DU PCP

=====

DISCOURS DE MONSIEUR LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'EAU A LA CLOTURE



Monsieur le Haut commissaire de la province du Houet
Monsieur le Secrétaire exécutif du CILSS
Mesdames et Messieurs les représentants des Organisations Internationales et des Agences de Coopération,
Mesdames et Messieurs les Directeurs et Chefs de Services nationaux et provinciaux,
Mesdames et Messieurs les participants à l'atelier,

C'est un réel plaisir pour moi de présider ce matin la cérémonie de clôture de la table ronde régionale de partage des résultats du projet de communication participative en appui à des actions communautaires de lutte contre la désertification au Sahel.

Je voudrais tout d'abord exprimer ma profonde gratitude aux responsables du CILSS pour avoir choisi le Burkina Faso et plus particulièrement la ville de Bobo-Dioulasso pour la tenue de cette importante rencontre. Ma gratitude va également au Centre de Recherche pour le développement international, CRDI qui a accepté d'appuyer le CILSS dans cette recherche-action destinée en premier lieu à la promotion du développement local dans nos pays.

Je voudrais aussi saluer les responsables des sites du Tchad et ceux du Burkina Faso ici présents, qui se sont portés pionniers pour expérimenter cette démarche nouvelle de communication destinée à activer la participation des populations dans la lutte contre la désertification et dont les résultats ont été soumis à votre appréciation.

Mesdames et Messieurs,

Les pays africains s'activent pour la mise en œuvre de leurs Programmes d'action nationaux de lutte contre la désertification. La rencontre du Sénégal sur la mobilisation des ressources tenue il y a à peine deux semaines et celle qui se tient actuellement à Lomé sur les groupes thématiques du Programme d'action sous régional -PASR- sont la preuve de la préoccupation de nos pays à trouver les voies et moyens pour une application efficiente de la Convention de lutte Contre la Désertification.

C'est en ce sens que je salue l'initiative du CILSS de développer et mettre à la disposition des pays, une démarche de communication participative pour appuyer les populations sahéliennes dans leur lutte quotidienne contre la désertification.

Cette démarche, vous avez eu à la valider à travers l'analyse et la critique. Vous avez particulièrement discuté sur :

- ✓ la démarche expérimentée ;
- ✓ les outils de communication utilisés ;
- ✓ la participation des populations ;
- ✓ les résultats obtenus.

A l'issue de ces trois jours de travaux, nous pouvons dire aujourd'hui que nous disposons d'une démarche pour nous permettre d'améliorer la participation de nos populations dans la lutte contre la désertification.

Vous avez du reste fait des propositions pour nous permettre de partager les fruits de cette recherche avec l'ensemble de nos pays. Pour ma part, en tant que premier responsable de la mise en œuvre de la Convention de lutte Contre la Désertification au Burkina Faso, je puis vous assurer que tout sera fait pour que cette démarche soit mise à la disposition de l'Organe National de Coordination qu'est le Secrétariat Permanent du Conseil National pour la Gestion de l'Environnement pour une mise en œuvre efficiente du PAN burkinabè, notamment les Programmes locaux de développement.

Mesdames, Messieurs,

Cette rencontre est pour moi l'occasion de remercier le CILSS qui a su répondre aux besoins des pays membres en mettant à leur disposition des outils efficaces de lutte contre la désertification ; c'est l'occasion également d'être le porte-parole des acteurs de cette recherche et de demander à nos partenaires que sont le CILSS et le CRDI, de ne pas s'arrêter en si bon chemin. Aussi, je voudrais leur demander de continuer à renforcer les acquis des sites tests, car le bébé qui commence à marcher à encore besoin du soutien de sa mère et de nous appuyer dans la démultiplication de cette démarche.

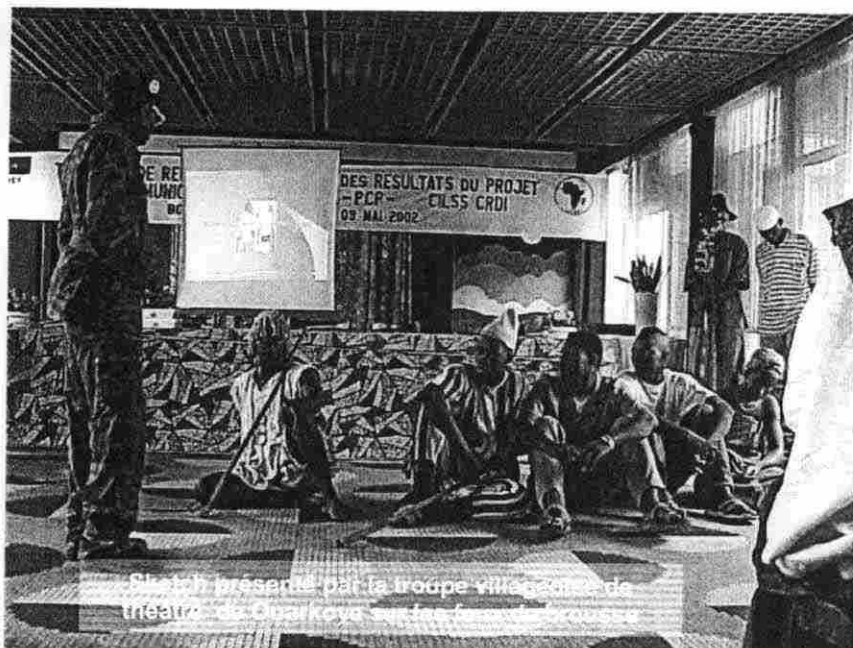
Les résultats que vous nous avez présentés ce matin ont démontré toute l'importance de cette démarche pour mon pays et les pays du CILSS. Je suis donc persuadé que l'utilisation de la méthodologie ne fera pas de doute dans la mise en œuvre des Programmes d'action nationaux de lutte contre la désertification.

Je voudrais avant de terminer, remercier le CRDI sans qui cette recherche-action n'aurait pu aboutir ainsi que l'ensemble des participants ici présents pour l'excellence des résultats obtenus et souhaiter un bon retour à ceux qui sont venus de loin pour participer à ces travaux.

Sur ce, je déclare clos, les travaux de la table-ronde régionale de validation des résultats du projet de communication participative.

Je vous remercie.

ANIMATION AVEC DES OUTILS DE COMMUNICATION UTILISES AU COURS DU PROJET



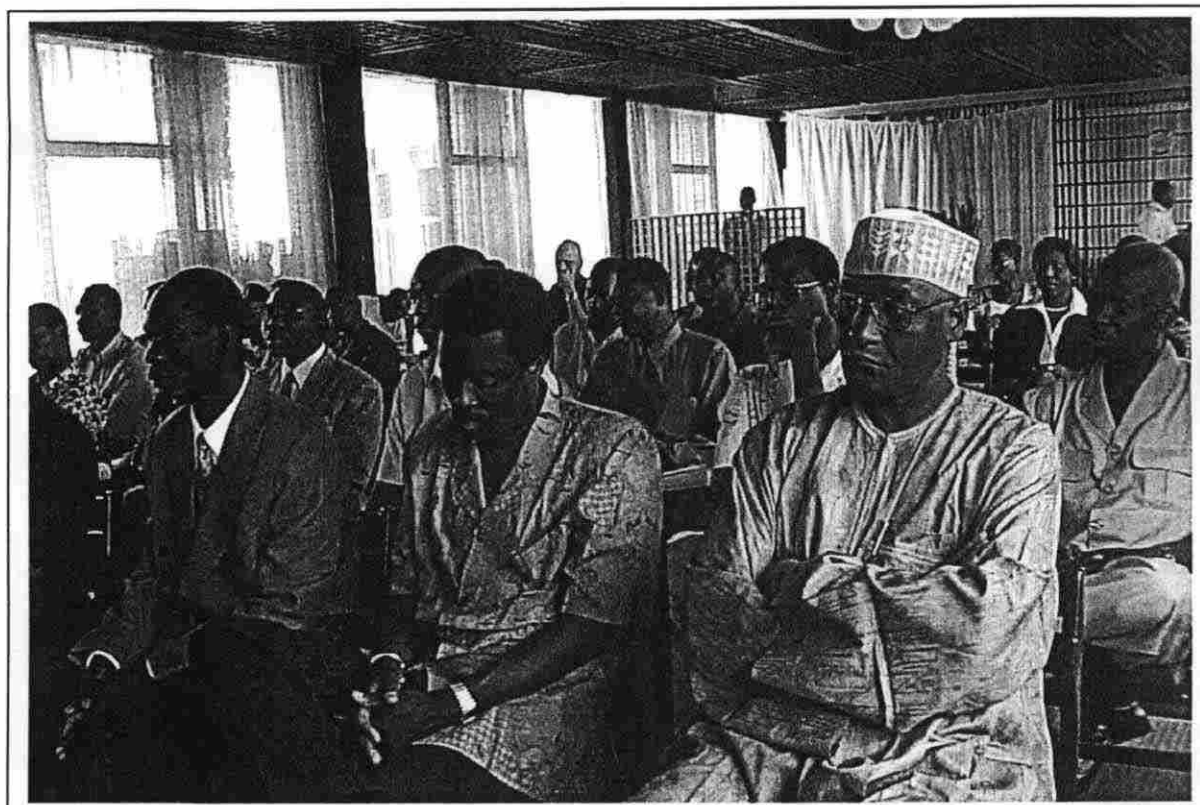


TABLE RONDE REGIONALE DE PARTAGE DES RESULTATS DU PCP

=====

LISTE DES PARTICIPANTS

BURKINA FASO

Dr. HIEN Fidèle
Ministère de l'Environnement et de l'Eau
Tel : 32 40 94
OUAGADOUGOU

DJIRI Dakar
Secrétaire Permanent du Conseil National
pour la Gestion de l'Environnement
(SP/CONAGESE)
Tel : 31 31 66
OUAGADOUGOU

BEREODOUGOU Honoré
Ministère de l'Environnement et de l'Eau -
DFVAF
Tél : 32.46.44 - Fax : 32.46.45
OUAGADOUGOU

GOLANE Pierre
Ministère de l'Environnement et de l'Eau
Directeur Provincial de l'Environnement et
Eaux et Forêts du Houet
Tél : 97.22.10 / 97.14.81 / 60.67.67 –
Fax : 97.22.48
BOBO-DIOULASSO

OUATTARA Yacouba
Ministère de l'Environnement et de l'Eau
Coordonnateur du site de Ouarkoye
DREEF/BMHN
Tél : 52.02.31
DEDOUGOU

OUEDRAOGO Delphine Bernadette
SP/CONAGESE
Chargée du suivi de la CCD
01 BP 6486
Tél : 31.24.64 - Fax : 31.64.91
E-Mail : bdelphine@fasonet.bf
OUAGADOUGOU 01

OUEDRAOGO Moumini
AVD - Agent du développement
01 BP 4683
Tél : 37.08.94 – Fax : 37.08.94
E-Mail : avd@riod-ao.bf
OUAGADOUGOU 01

SEYNOU Oumarou
Direction régionale de l'Environnement et
des Eaux et forêts des Cascades
Directeur régional
BP 126
Tél : 88.00.07 / 23.56.40 – Fax : 88.05.82
E-Mail : seynououmar@hotmail.com
BANFORA

TAMINI Bihoun Pascaline
SP/CONACILSS
03 BP 7005
Tél : 31.04.55 – Fax : 31.04.55
E-Mail : conacilss@cenatrin.bf
OUAGADOUGOU 03

TORODO Boubacar
Responsable Formations
PSB/DANIDA
BP 296
Tél : 46.02.51 / 46.01.82 – Fax : 46.00.91
E-Mail : psb.danida@fasonet.bf
DORI

TRAORE Louis
SP/CONAGESE
Chargé du suivi-évaluation de la
CCD/PNGIM
01 BP 6486
Tél : 31.24.64 - Fax : 31.64.91
E-Mail : ltraore@fasonet.bf
OUAGADOUGOU 01

YAMEOGO Yamba
Chargé de communication
PNGT 2
01 BP 5898
Tél : 32.47.53 / 54 – Fax : 31.14.70
E-Mail : y.yameogo@liptinfor.bf
OUAGADOUGOU 01

ZONGO Anatole Thierry
Chargé de programme renforcement de la
société civile
Secrétariat Permanents des ONG
01 BP 131
Tél : 36.09.95 – Fax : 36.09.97
E-Mail : spong.bf@fasonet.bf ou
zongo_th@yahoo.fr
OUAGADOUGOU 01

GAMBIE

BADARA Loum
Permanent Secretary of CONACILSS
Department of State for Agriculture
The Quadrangle
Tél : 22.94.31 / 90.79.66 – Fax : 20.11.87
E-Mail : loumbadara@hotmail.com
BANJUL

MR. JATO S. Sillah
National Focal Point UNCCD
Department of Forestry
5, Moumar Al Gadaffi Avenue,
P.O box 504
Tél : 22.73.07 – Fax : 22.47.65
E-Mail : forestry.dept@gamtel.gm ou
jato_s_sillah@hotmail.com
BANJUL

GUINEE-BISSAU

CAMARA Ansu
Secrétaire Permanent CONACILSS
MAFCP
BP 71
Tél : 22.12.00 / 22.30.43 –
Fax : 22.10.19 (FAO)
E-Mail : gnb@field.fao.org
BISSAU

DIOMBERA Kaoussou
Point focal CCD
Ministère de l'Agriculture
BP 71
Tél : 22.30.43 / 22.12.00
Fax : 22.10.19 / 22.30.41
E-Mail : kdiombera@hotmail.com
BISSAU

MALI

CISSE Sékou Abba
SP/CONACILSS
Ministère du Développement Rural
BP 61
Tél : 22.86.67 – Fax : 22.86.67
BAMAKO

THIAM Cheick Mohamed
Chargé d'I.E.C
Cadre Institutionnel chargé des questions
Environnementales
Tél : 23.10.74 / 77.53.08 - Fax : 23.58.67
E-Mail cmthiam2001@yahoo.fr
BAMAKO

MAURITANIE

DIAKITE Bamody
Coordonnateur National du PAN/LCD
Mdre
BP 1783
Tél : 525.74.75 / 634.61.25
Fax : 525.74.75
NOUAKCHOTT

Tourad Ould Moukhyar
Chef service statistiques agricoles
Direction des politiques, du suivi et
évaluation - MDRE - CONACILSS
Tél : 525.24.03
E-Mail : dpse-dir@toptechnology.mr
NOUAKCHOTT

SENEGAL

DIOP Abdoulaye
Assistant du Secrétaire Permanent du
CONACILSS/MAE
BP 21616
Rue Parchappe x Huart
Tél : 821.24.61 - Fax : 23.60.30
E-Mail : conacils@sentoo.sn
DAKAR

Mme MACINA Gogo Banel
Coordonnatrice du CONSERE
Building Administratif, 2^e étage pièces N°
125, 126
Avenue du Président Léopold Sédar
Senghor
Tél : 821.12.40 / 849.73.59 / 849.73.49 -
Fax : 822.97.64
E-Mail : banel@caramail.com
DAKAR

TCHAD

OUSMAN Chimi
Consultant
Ministère de l'Agriculture
BP 441
Tél : 51.65.05/04 Cel : 842.35.28 - Fax :
51.65.04
E-Mail : cesrap@intnet.td
N'DJAMENA

MAHAMAT Moctar Ali
Secrétaire Permanent du CONACILSS
BP 441
Tél : 52.38.97 -
Fax : 52.38.97 / 52.51.19
E-Mail : conacils@intnet.td
N'DJAMENA

MAIBE Komandjé
Point Focal CCD
Ministère de l'Environnement et de l'Eau
BP 447
Tél : 29.29.14 / 52.20.99 -
Fax : 52.38.25
E-Mail : maibe@2001
N'DJAMENA

CILSS

Musa S. MBENGA
Secrétaire Exécutif
03 BP 7049
Tél : 37.41.25/26 - Fax : 37.41.32
E-Mail : cilss@fasonet.bf
OUAGADOUGOU 03

Medellah Ould BELLAL
Conseiller en Communication
Secrétariat Exécutif
03 BP 7049
Tél : 37.41.25/26 - Fax : 37.41.32
E-Mail : cilss@fasonet.bf
OUAGADOUGOU 03

ROCHA Charles Yvon
Coordonnateur Régional de l'IREM LCD
Secrétariat Exécutif
03 BP 7049
Tél : 37.41.25/26 – Fax : 37.41.32
E-Mail : paspcdd@fasonet.bf
(professionnel) ou cyrocha_cv@yahoo.fr
(privé)

OUAGADOUGOU 03

KONATE Yacouba
Chargé du PCP
Secrétariat Exécutif
03 BP 7049
Tél : 37.41.25/26 – Fax : 37.41.32
E-Mail : yacoubakonate@ifrance.com

OUAGADOUGOU 03

COMPAORE Alizéta
Comptable
Secrétariat Exécutif
03 BP 7049
Tél : 37.41.25/26 – Fax : 37.41.32
E-Mail : cilss@fasonet.bf ou
kaliza2001@yahoo.fr

OUAGADOUGOU 03

COMPAORE Marie Bibiane
Documentaliste
Secrétariat Exécutif
03 BP 7049
Tél : 37.41.25/26 – Fax : 37.41.32
E-Mail : cilss@fasonet.bf

OUAGADOUGOU 03

SANOU Emmanuel
Secrétaire
Secrétariat Exécutif
03 BP 7049
Tél : 37.41.25/26 – Fax : 37.41.32
E-Mail : cilss@fasonet.bf

OUAGADOUGOU 03

BA Mariétou
Secrétaire de Direction
Secrétariat Exécutif
03 BP 7049
Tél : 37.41.25/26 – Fax : 37.41.32
E-Mail : cilss@fasonet.bf

OUAGADOUGOU 03

Djénéba ROUAMBA
Protocole
Secrétariat Exécutif
03 BP 7049
Tél : 37.41.25/26 – Fax : 37.41.32
E-Mail : cilss@fasonet.bf

OUAGADOUGOU 03

OUEDRAOGO Allassane
Chauffeur
Secrétariat Exécutif
03 BP 7049
Tél : 37.41.25/26 – Fax : 37.41.32
E-Mail : cilss@fasonet.bf

OUAGADOUGOU 03

TRAORE Kouassé
Chauffeur
Secrétariat Exécutif
03 BP 7049
Tél : 37.41.25/26 – Fax : 37.41.32
E-Mail : cilss@fasonet.bf

OUAGADOUGOU 03

SAWADOGO Christophe
Reprographe
Secrétariat Exécutif
03 BP 7049
Tél : 37.41.25/26 – Fax : 37.41.32
E-Mail : cilss@fasonet.bf

OUAGADOUGOU 03

DARGA Salfo Bernard
Chauffeur
Secrétariat Exécutif
03 BP 7049
Tél : 37.41.25/26 – Fax : 37.41.32
E-Mail : cilss@fasonet.bf

OUAGADOUGOU 03

OUEDRAOGO François
Chauffeur
Secrétariat Exécutif
03 BP 7049
Tél : 37.41.25/26 – Fax : 37.41.32
E-Mail : cilss@fasonet.bf

OUAGADOUGOU 03

RABO Yacouba
Chauffeur
03 BP 7005
Tél : 31.04.55 – Fax : 31.04.55
E-Mail : conacilss@cenatrin.bf

OUAGADOUGOU 03

Mail group des participants

Jato_s_sillah@hotmail.com; gnb@field.fao.org; kdiombera@hotmail.com; cmthiam2001@yahoo.fr; dpse-dir@topchnology.mr; conacils@sentoo.sn; banel@caramail.com; cesrap@intnet.td; ousmane-chimi@ifrance.com; conacils@intnet.td; paspcdd@fasonet.bf; oueddelphi@voila.fr; ltaore@fasonet.bf; psb.danida@fasonet.bf; y.yameogo@liptinfor.bf; zongo_th@Yahoo.fr; seynououmar@hotmail.com; loumbadara@hotmail.com; conacilss@cenatrin.bf;